



Formations sanitaires : un nouveau coup porté aux territoires ruraux et à l'égalité d'accès aux soins

A l'heure où l'Agence régionale de santé (ARS) organise des consultations pour l'élaboration du prochain programme régional de santé (PRS), où le gouvernement communique sur le rétablissement des comptes de la sécurité sociale et sur sa loi de santé dont les objectifs seraient de combattre les inégalités de santé et d'améliorer l'accès aux soins, des informations de presse alarmantes parues ces derniers jours font état de la fermeture, dès la rentrée 2017, des instituts de formation en soins infirmiers (IFSI) de Falaise et Vire, et d'une menace de fermeture de neuf instituts de formation d'aides-soignants en Normandie : à Falaise, Vire, Argentan, Caen, Honfleur, Avranches, Coutances, Alençon, Bernay et au Havre.

Les élus du groupe Communiste et Front de gauche au Conseil régional de Normandie demandent instamment **au Président de la Région Normandie et au Gouvernement, via l'Agence régionale de santé, d'annoncer clairement, publiquement et sans délai leurs véritables intentions** s'agissant de l'avenir de ces instituts et plus largement de celui de la carte des formations sanitaires.

En Normandie, la réponse de santé publique est en recul, particulièrement dans les territoires éloignés des métropoles, avec des services qui mettent la clé sous la porte - comme ce fut le cas en septembre avec la maternité de Falaise - des problèmes d'effectifs dans les hôpitaux et des difficultés récurrentes de démographie sanitaire. Partout où ces services s'amointrissent, disparaissent, le sentiment d'abandon, de relégation et la colère sociale grandissent. L'enquête annuelle du Secours populaire français (sondage IPSOS-SPF juillet 2016) sur la pauvreté souligne que pour 68% des Français, les inégalités en matière d'accès à la santé s'aggravent. **Affaiblir encore davantage par une série de fermetures nouvelles les moyens d'une réponse de santé de proximité revient à accroître ces inégalités, en privant les zones rurales des équipements et services qui sont indispensables à la prise en charge des besoins de santé de leurs populations.** La réalité, c'est que la présence bien répartie sur l'ensemble du territoire régional de structures de formation aux métiers d'infirmier et d'aide-soignant est une condition à une réponse publique de santé de proximité. Si on supprime ces établissements d'une main, c'est que l'on s'apprête de l'autre à réduire encore davantage l'offre hospitalière dans notre

Région au détriment des territoires ruraux en concentrant les moyens, en constante diminution, sur les grands centres urbains.

Opposer à l'ARS, la politique de formation choisie par Région...

Il s'agit bien là d'une orientation politique, du résultat d'une austérité patiente mais constante, pas d'une fatalité politique. La main qui est derrière cela n'est pas invisible : si la responsabilité de l'Etat et du Gouvernement est clairement engagée par des choix législatifs et budgétaires, celle de la Région l'est aussi, puisque les prérogatives de cette dernière en matière de formation sont importantes. Pour Hervé Morin, qui va partout répétant depuis un an qu'il est favorable à un développement équilibré du territoire normand qui ne délaisse pas le rural au seul profit des grandes métropoles, l'heure de vérité a sonné. Il est maintenant temps de taper du poing sur la table en opposant à l'ARS les orientations d'une véritable politique choisie de formation de la Région Normandie. Ces instituts menacés permettent l'insertion professionnelle réussie de très nombreux jeunes parmi lesquels beaucoup sont issus de classes populaires, sont exposés au risque du chômage, et ne disposent pas des moyens d'aller faire des études loin de chez eux.

Les élus du groupe Communiste et Front de gauche constatent que Gouvernement et Région sont capables de se féliciter ensemble du plan 500 000 formations. Ils doivent dire de la même manière publiquement aux Normands ce que sont leurs véritables intentions concernant la carte des formations sanitaires : où veulent-ils aller ? Quelle concertation entendent-ils mener pour cela ?

Sur un sujet aussi important, qui touche au socle de notre pacte républicain, les représentants du Gouvernement et ceux de la Région ne peuvent pas se contenter d'une partie de ping-pong sur le mode : c'est la faute à la Région, ping ; c'est la faute à l'ARS et au Gouvernement, pong...